

## Débat sur l'Ecole

### Lycée Victor Hugo

Les débats se sont tenus :

Le vendredi 28 novembre 2003 de 13 à 17 heures

Outre les animateurs, on comptait une cinquantaine de personnes dont :

- 25 enseignants ;
- 15 élèves (essentiellement de 1<sup>ère</sup> et terminale S) ;
- 4 délégués des parents d'élèves ;
- 3 ATOSS ;

Le samedi 29 novembre 2003 de 8 heures 30 à 11h 45

On comptait une quarantaine de participants dont :

- 30 élèves (essentiellement de 2<sup>nde</sup>) ;
- 5 délégués des parents ;
- 1 enseignant.

Après un constat rapide à partir des données du document « Ouvrir le débat national sur l'avenir de l'Ecole », les questions suivantes ont été débattues :

- **Question 8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?**
- **Question 15 : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?**
- **Question 19 : Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements et accompagner celle-ci d'une évaluation ?**

#### I – Diagnostic sur l'école :

L'essentiel des remarques a porté sur les constats d'effectifs , ce qui a évacué les autres éléments du constat .

Les participants ont été surpris notamment par un graphique concernant le taux d'encadrement des élèves du second degré : cette moyenne nationale n'est pas représentative des effectifs réels par classe. Les chiffres (11,6 élèves/enseignant en charge de classe, déchargé ou absent...) donnent une image fautive des réalités qui risque de discréditer les enseignants.

On note malgré tout la nette amélioration des résultats au baccalauréat. Ce qui est une bonne chose.

La discussion a ensuite porté sur les réalités du terrain :

Enseignants et élèves ont déploré les sur-effectifs. Le souhait de réduire le maximum de 35 à 30 élèves tout en conservant la possibilité de dédoublement a été émis. En outre, le non dédoublement des classes de 25 pose des problèmes en TP.

L'expression du vécu des élèves montre que des classes trop chargées nuisent à la qualité des relations avec l'enseignant, entre les élèves eux-mêmes et à la participation orale. Il ressort que des effectifs réduits sont une condition indispensable pour travailler efficacement.

Les origines sociales continuent à influencer sur la réussite scolaire :

- les parents moins initiés ne peuvent pas aider leurs enfants
- les études coûtent cher, surtout post baccalauréat

## II – Débats sur les sujets prospectifs retenus :

### A - Question 8 : Comment motiver et faire travailler efficacement les élèves ?

Les points suivants ont été abordés :

- *Effectifs* : la lourdeur des effectifs nuit à la motivation :

Il faut réduire les effectifs si l'on veut que les élèves participent et que les enseignants soient suffisamment disponibles. L'élève est plus motivé lorsque la relation professeur/élève est individualisée, ce qui est impossible au-delà de 30 élèves.

Il ne faut surtout pas augmenter les effectifs dans les sections professionnelles où les élèves sont le plus souvent démotivés.

- *Programmes* :

Les programmes de 1<sup>ère</sup> et terminale sont trop chargés du fait de la seconde indéterminée. Des élèves trouvent leur orientation à partir de la 1<sup>ère</sup> trop tardive. Il serait bien de créer des options au contenu plus conséquent dès la 2<sup>nde</sup> afin de répartir la charge de travail sur trois ans tout en conservant un tronc commun. Ainsi le travail serait plus efficace.

Les TPE sont très motivants et appréciés dans les matières « scientifiques expérimentales » mais beaucoup moins en « lettres ». On regrette cependant le manque de moyens.

- *Enseignants* :

Valoriser les bons résultats et les progrès encourage les élèves en difficulté.

Le dynamisme de l'enseignant et la qualité de la relation établie avec la classe influent fortement sur la motivation des élèves.

La communication entre les enseignants doit être améliorée afin de mieux répartir les devoirs et travaux à la maison.

- *Orientations* :

Les CIO intégrés à l'établissement sont une nécessité. Ils permettent aux élèves de se prendre en charge (responsabilisation) et de se documenter sur les différentes orientations sans être trop influencés par leurs parents. Ainsi, ils ont davantage la possibilité de s'orienter en fonction de leurs propres motivations.

Les sections professionnelles et techniques ne doivent plus être considérées comme des voies de garage. Pour être motivants, les diplômes professionnels doivent aboutir sur un emploi.

- *parents :*

La motivation de l'élève dépend de son environnement social et familial. Les enseignants souhaitent développer les relations ou rencontres parents/enseignants. Ils attendent des parents qu'ils rappellent à leurs enfants l'importance des études, la nécessité de travailler mais restent soucieux de ne pas les culpabiliser pour autant .

- *Tutorat :*

Un système de tutorat bénévole entre élèves est suggéré, sous le contrôle d'un professeur

- *conditions de travail :*

Les élèves critiquent la répartition des heures dans la semaine et dans la journée: les emplois du temps comportent trop d'heures d'étude.

## B - Question 15 : Comment lutter efficacement contre la violence et les incivilités ?

On note peu de problèmes de violence au sein de notre établissement hors mis quelques incivilités. Le sujet intéresse cependant, du fait d'expériences antérieures ou des possibilités de muter.

### 1 - Analyse des causes :

Le manque de motivation entraîne parfois la violence (Cf question précédente)

L'école est tenue de tout absorber. L'enseignant doit gérer tout type de public. Les professeurs ne sont pas préparés à gérer les attitudes violentes. Leur mission est totalement impossible particulièrement si l'effectif est élevé.

Les parents se déchargent trop de l'éducation de leurs enfants sur les enseignants. Le respect n'est pas toujours une valeur inculquée à la maison

La violence est un phénomène de société :

- banalisation de la violence à la télévision, dans les jeux vidéo. La télévision valorise la réussite sans travail ni diplôme ;
- attitude générale d'agressivité dans la société.

### 2 – solutions proposées :

Outre les solutions évoquées pour motiver les élèves, les propositions suivantes ont été suggérées :

- Souvent le non respect des règles tient à leur ignorance. Les règles de conduite doivent donc être exposées clairement aux élèves en début d'année et l'enseignant doit veiller patiemment à les faire appliquer (rappels fréquents puis réprimandes progressives).
- Lorsque des élèves violents ont des graves problèmes familiaux les enseignants devraient en être informés afin d'adapter leur attitude.
- L'affectation en établissement et section difficiles doit être réservée aux professeurs expérimentés à qui on pourrait proposer une évolution de carrière ou des rétributions spécifiques
- Les professionnels sont indispensables pour gérer les élèves difficiles : assistantes sociales, infirmière, conseillères d'orientation, psychologues...
- L'unité de la communauté éducative, par une bonne communication entre ses membres et plus de solidarité permet de lutter efficacement contre la violence
- Le lycée doit s'ouvrir davantage aux parents afin de leur faire connaître les possibilités qu'il offre à leurs enfants. Les parents doivent soutenir l'action éducative et transmettre les valeurs de respect dès le plus jeune âge.
- Enfin il faudrait développer le culturel plutôt que le répressif

## C – Question 19 : Faut-il donner davantage d'autonomie aux établissements et accompagner celle-ci d'une évaluation ?

Cette question qui fait référence à la décentralisation a suscité d'importantes réticences. On rappelle les inquiétudes liées à la décentralisation dont il est difficile de mesurer les conséquences ou dont les expériences (cf. écoles maternelles et primaires gérées par les communes ou système anglo-saxon) font craindre un amoindrissement de la qualité de l'éducation et le développement d'inégalités.

### 1 – Arguments contre le développement de l'autonomie des établissements :

La régionalisation risque d'augmenter les inégalités selon les priorités politiques et budgétaires régionales : sera-t-il possible de préserver les programmes nationaux avec des budgets différents ? Le sponsoring risque d'être rendu nécessaire dans les écoles, par manque de moyens

L'élève ne sera plus au centre de l'enseignement :

- on craint une forte spécialisation des formations en fonction du bassin d'emploi et non en fonction des souhaits des jeunes
- plus de responsabilités n'est pas un gage d'autonomie mais source de dispersion, donc, d'inefficacité quant à la fonction première de l'éducation nationale.
- la compétition entre les établissements risque de nuire à l'intérêt des élèves

## 2 – Ouverture vers plus d'autonomie :

Dans certains cas il est intéressant qu'un établissement dispose d'une marge de manœuvre pour l'application de certaines dispositions légales (ex : choix d'un espace fumeur, langues régionales...)

La régionalisation n'est acceptable qu'avec d'importants garde-fous :

- péréquation,
- diversité des enseignements dans tous les bassins de formation...
- préservation d'une instance décisionnelle et maintien du contrôle nationale sur les programmes et diplômes

## 3 – Evaluation :

Tout en rappelant leur ferme opposition à la décentralisation, les participants expriment dans quelles conditions devrait se réaliser l'évaluation des établissements :

- intervention d'un organisme de contrôle neutre : personnels de l'EN + usagers + élus + partenaires + personnes extérieures à l'éducation nationale...
- mise en place de sanctions et application de ces sanctions en cas de dérive.

## D – Conclusion des débats :

Bien que très perplexes quant à l'exploitation des discussions dans les dispositions légales à venir, les participants ont apprécié de pouvoir s'exprimer en toute liberté.

## III – Trois priorités dégagées des débats :

Trois priorités se sont dégagées des débats :

- effectifs à 30 maximum comme condition de travail efficace
- rôle fondamental des parents dans l'action éducative
- opposition à la décentralisation telle que présentée actuellement